

Gouvernement du Québec

Décret 1495-2002, 18 décembre 2002

CONCERNANT le versement d'une aide financière supplémentaire pour la réalisation du Quartier international de Montréal

ATTENDU QUE le décret numéro 356-2000 du 29 mars 2000 autorisait le versement d'une aide financière de 24 000 000 \$ afin de réaliser les travaux d'amélioration du Quartier international de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a déposé au gouvernement une demande d'aide financière de 3 000 000 \$ afin de compléter les travaux d'amélioration du Quartier international de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal participe activement au projet, les travaux étant effectués sur son domaine public;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal versera 2 500 000 \$ à Quartier international de Montréal, selon une modification prévue à la convention existante entre la Ville de Montréal, Quartier international de Montréal et le ministre des Affaires municipales et de la Métropole et qu'elle conservera le coût des intérêts des emprunts temporaires ainsi que des frais de financement qui sont requis pour les effectuer jusqu'à concurrence de 500 000 \$;

ATTENDU QUE, en vertu de cette convention, le ministre des Affaires municipales et de la Métropole accordera une aide financière additionnelle d'un montant maximum de 3 000 000 \$ pour financer les coûts supplémentaires de la phase I du Quartier international de Montréal, et ce, sous réserve des disponibilités budgétaires requises;

ATTENDU QUE l'aide financière supplémentaire sera versée à la Ville de Montréal sous la forme du remboursement des emprunts à long terme qui seront effectués par cette dernière sur une période de dix ans selon les termes d'une convention à intervenir entre le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, la Ville de Montréal et Quartier international de Montréal;

ATTENDU QUE l'aide financière sera majorée afin de tenir compte du coût des intérêts des emprunts à long terme ainsi que des frais de financement qui sont requis pour les effectuer;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22) et ses modifications subséquentes, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE l'aide financière supplémentaire provient du Fonds de développement de la Métropole en contrepartie d'une réduction équivalente dans le volet 2.1 du Programme d'infrastructures Québec-municipalités;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de la Métropole :

QU'il soit autorisé à accorder une aide financière additionnelle au montant de 3 000 000 \$ pour contribuer aux coûts supplémentaires des travaux d'amélioration de la phase I du Quartier international de Montréal;

QUE l'aide financière de 3 000 000 \$, incluant un maximum de 500 000 \$ pour les intérêts sur les emprunts temporaires et les frais de financement, soit versée à la Ville de Montréal sous la forme du remboursement des emprunts qui seront effectués par cette dernière sur une période de dix ans, selon les termes d'une convention à intervenir entre le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, la Ville de Montréal et Quartier international de Montréal;

QUE l'aide financière soit majorée afin de tenir compte du coût des intérêts des emprunts à long terme ainsi que les frais de financement qui sont requis pour les effectuer;

QUE cette aide supplémentaire soit financée à même le Fonds de développement de la Métropole inclus dans les crédits du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, en contrepartie d'une réduction équivalente dans le volet 2.1 du Programme d'infrastructures Québec-municipalités.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

39774